

semble que je ne devrais point terminer ces observations sans leur faire un appel spécial, qui est justifié, je crois, par les circonstances.

Le gouvernement actuel n'a négligé les intérêts d'aucune partie de la province ; il a cherché à rendre justice à toutes les cités, à toutes les villes, à tous les villages et toutes les campagnes.

Mais s'il est un endroit dans la province où le gouvernement doit être mieux accueilli qu'ailleurs, c'est Québec. Les ministres ont tout fait pour rendre justice à la population de cette partie du pays et n'ont jamais manqué une occasion de lui être agréables et utiles.

Il serait bien difficile de trouver une seule demande faite par la population de ce district qui n'a pas été accueillie favorablement par le gouvernement. Nous avons travaillé activement et avec succès à compléter le réseau de chemins de fer dont la construction languissait et qui devait apporter ici la richesse et la prospérité. Et quand ce réseau de chemins de fer fut terminé, le gouvernement, constatant que l'œuvre était incomplète et que le fleuve offrait un obstacle considérable, presque insurmontable, à la prospérité de cette capitale, a fait voter une aide libérale qui doit assurer la construction du pont tant désiré, si les autorités fédérales et civiles font leur part.

Et tandis que tous les députés ministériels de la division de Montréal étaient unis sur cette question et tendaient une main généreuse aux citoyens de la vieille capitale, les députés de l'opposition, même ceux qui représentent ce district de Québec, repoussaient la main qui leur était tendue et, pour suivre l'exemple de leur chef, en esclaves, votaient, au nom du parti conservateur contre le projet du pont.

Ramener ces hommes au pouvoir, ce serait donc assurer le triomphe d'une politique hostile à Québec ; maintenir le gouvernement actuel, ce serait donc, au contraire, assurer le triomphe d'une politique favorable à Québec.